

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Mékambo : les populations réclament le départ du préfet

UN nouvel accès de colère face à l'inertie des autorités locales (préfet du département de la Zadié et la gouverneure de la province de l'Ogooué-Ivindo) incapables de trouver une solution durable au conflit homme-faune qui n'a que trop duré dans cette zone où les éléphants sont particulièrement dévastateurs. Tout en menaçant la vie des populations locales.

Charly NYAMAANGOY-BOTOUNOU
Libreville/Gabon

LA ville de Mékambo dans le département de la Zadié, province de l'Ogooué-Ivindo, était en effervescence hier. Elle a été une fois de plus le théâtre d'une marche populaire de protestation contre l'inertie des autorités locales à régler définitivement le conflit homme-faune qui y fait rage depuis des lustres.

Les populations visiblement en colère contre la présence sans discontinuer des pachydermes dans les faubourgs de la ville et occasionnant des dégâts dans leurs plantations, ont de nouveau battu le bitume. Objectif de la marche, réclamer le départ du préfet de la Zadié, Frédéric Mougouenda et du responsable de l'antenne départementale de l'immigration et de la documentation, Arsène Youbi. Ce pour avoir tenu, a-t-on appris d'une source au fait de la situation, "des propos discourtois à l'endroit du maire de la commune de Mékambo, Juste Omer Ezona et du président du Conseil départemental de la Zadié, François Dioba". Les marcheurs, manifestement irrités, ont fait le tour de la ville, avant de débarquer à la résidence du préfet, dans le but de le sortir de force. "C'est grâce à l'intervention de certains responsables du collectif des marcheurs que le préfet a échappé à un lynchage populaire. Il a pu être exfiltré de son bureau, pour aller se réfugier à la brigade de gendarmerie. Mais ses effets ont été mis dehors. Il en est de même pour le lieutenant du Cedoc, qui est porté disparu", témoigne un habitant de la ville de Mékambo. Comment en est-on arrivé là ? Joint au téléphone par L'Union, le président du Conseil départemental de la Zadié, François Dioba, explique que "lundi matin, les

écogardes ont été surpris dans la forêt environnante du quartier Mayeka-Djibo par les populations qui vauquaient à leurs occupations champêtres. Leur surprise passée, les populations leur ont posé la question : qu'est-ce que vous faites derrière nos plantations avec les armes ? Avant de les maîtriser et les conduire au domicile du chef de quartier. Étant au Conseil, j'ai été appelé par le maire pour dire qu'il y avait un problème au quartier Mayeka-Djibo et qu'on aille voir ce qui se passe là-bas. Une fois sur les lieux, accompagnés du commandant de brigade, nous avons trouvé une foule avec au milieu de celle-ci des écogardes armés. Devant nous, le président du collectif du mouvement de lutte contre les éléphants a pris la parole pour leur demander l'objet de leur mission, tout en exprimant son indignation du fait que les habitants du quartier n'ont pas été informés de ce qu'une patrouille constituée d'écogardes et d'agents de la PJ allait mener des recherches en vue de retrouver un éventuel cadavre d'un éléphant qui aurait été abattu dans les environs".

Après un long moment de négociations, les deux autorités ont réussi à persuader les habitants de Mayeka-Djibo – qui avaient auparavant reçu le renfort des habitants des autres quartiers de la commune – de libérer ceux qu'ils qualifient de "brigands". Une fois à la résidence du préfet, devant la foule qui s'y est également rendue, une altercation verbale, entre le préfet, le responsable de l'antenne du Cedoc et les deux autorités (maire et président du Conseil départemental), sur l'objet de la patrouille, a suscité l'ire de la foule. "Le lieutenant de police du Cedoc ne s'est pas empêché de nous accuser d'être de connivence avec les populations

pour tuer les éléphants. Jusqu'à dire que l'État nous paie pour rien. Et ces propos ont été appuyés par le préfet", a expliqué M. François Dioba. Ce dernier précise que "cette patrouille des écogardes a été faite sur la base d'une simple rumeur, disant qu'un éléphant aurait été abattu dans la forêt environnante du quartier Mayeka-Djibo, alors qu'il n'en est rien".

Une situation qui n'a fait qu'attiser le feu qui couvait sous la cendre. En effet, au mois d'avril dernier une marche pacifique avait été organisée par les Mékambois, exprimant leur ras-le-bol face aux dégâts causés par les éléphants sur leurs plantations et leur présence à proximité des habitations.

Christiane Leckat, la gouverneure de la province de l'Ogooué-Ivindo, qui avait effectué le déplacement de Mékambo, avait semblé se résoudre à signer une autorisation de battue administrative. Un mois après, les populations attendent toujours...



Photo : BOTOUNOU

Les Mékambois, en colère, ont battu hier la pavé de leur ville, réclamant

MEKAMBO : CONFLIT HOMME-FAUNE



- **1^{ère} marche**
 Le 17 avril 2021, lecture et remise d'un manifeste aux autorités administratives locales.
- **2^e marche**
 Le 24 avril 2021, séance de travail avec Madame la gouverneure de l'Ogooué-Ivindo.
- **3^e marche**
 Le 25 mai 2021, déguerpissement du préfet de la Zadié.

© D. Maixant MOUSSAVOU

clament le

Fallait-il s'en prendre à l'autorité ?



Photo : BOTOUNOU

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

FRÉDÉRIC Mouguendza, préfet de Mékambo, se mémorera très longtemps ce 25 mai 2021. Lui, un représentant de l'autorité de l'État, a été déguerpi de sa demeure comme un malpropre. Pis, l'homme a risqué un lynchage et n'a eu la vie sauve que grâce à une exfiltration. Un scénario digne d'un film western. Sauf que l'on n'est pas dans une fiction et que Mékambo n'est pas le Far-West où tout est permis. Alors comment des populations en sont-elles arrivées à bafouer

ainsi l'autorité de l'État que représente le préfet ? La seule démocratie, pouvoir du peuple par le peuple, donne-t-elle la force, mieux autorise-t-elle ces populations à agir avec tant de véhémence ? Quels griefs justifient qu'une autorité soit ainsi sabordée ? Les populations ont-elles, au nom d'une prétendue colère, le droit d'en venir à de tels extrêmes ? "Non", répond un politologue sous le sceau de l'anonymat. "L'autorité de l'État est sacrée. Lorsqu'une population a des choses à reprocher à son autorité administrative qui, de surcroît, est le représentant du

chef de l'État dans le département, elle n'a qu'une seule voie de recours immédiate possible : les marches en appel à la démission." Et si d'aucuns vont rétorquer qu'elles avaient déjà marché, notre politologue est aussi clair : elles auraient dû recommencer avec la même exigence. Une autre question ici sera donc de savoir si en l'état actuel de la situation dans le département de la Zadié, Frédéric Mouguendza sera maintenu à son poste ? Comment éviter enfin que ces agissements ne servent de "jurisprudence" à d'autres peuples du pays ?

ent le départ du préfet, notamment.

La patrouille qui a mis le feu aux poudres

CNB
Libreville/Gabon

TOUT est parti d'une patrouille des écogardes appuyés par trois agents de la Police judiciaire (PJ), lundi dernier, dans la forêt environnante de Mayeka-Djibo, un quartier de la commune de Mekambo, où on signale la présence permanente d'une famille d'éléphants. Leur mission consisterait à retrouver la carcasse d'un éléphant qui aurait été abattu par les riverains. Dans la matinée, les personnes qui se rendaient en brousse pour vaquer à leurs occupations champêtres, ont dit leur

surprise de croiser sur leur chemin des hommes lourdement armés. Ces derniers, qui avaient investi les environs des plantations, et ratissé la zone afin de retrouver un éventuel cadavre de pachyderme, n'ont pas été capables de produire un ordre de mission qui justifierait cette opération, encore moins, ils n'ont pas informé le chef de quartier. Ils affirment cependant agir sur les instructions du préfet de la Zadié, résolument engagé à faire respecter la loi. "Une simple rumeur distillée par les pêcheurs de la localité a amené le préfet à commanditer cette mission", relate un habitant de Mékambo. Surpris par la présence des

hommes armés, les habitants de Mayeka-Djibo qui ont reçu le renfort des habitants des autres quartiers de la commune, se sont aussitôt lancés à leurs trousses, les ont maîtrisés, et les ont soumis à un interrogatoire sur les raisons de leur présence aux abords de leurs champs. Mais la brouille qui s'est ensuivie avec les autorités locales, a contribué à raviver la colère des populations, déjà lassées d'attendre l'autorisation de la gouverneure de l'Ogooué-Ivindo, Christiane Leckat, d'une battue administrative de la forte population d'éléphants qui n'arrêtent pas de dévaster leurs cultures depuis plusieurs mois.



Photo : BOTOUNOU